



Le Mans, le 23 novembre 2009

Nouvelle organisation des droits TV

L'Automobile Club de l'Ouest, créateur et organisateur de la prestigieuse épreuve des 24 Heures du Mans, a décidé de gérer en interne ses droits télévisuels.

Après plus de 20 ans de collaboration avec la société IMG MEDIA, l'ACO a décidé de centraliser ses opérations marketing y compris la distribution des droits de télévision, ainsi que ceux de l'Internet et de la téléphonie mobile.

Jean-Claude Plassart, Président de l'ACO et Rémy Brouard, Directeur Général de l'ACO reconnaissent l'aide et les conseils de la société IMG MEDIA promulgués pendant toutes ces longues années, mais ils estiment que le moment est venu de prendre une plus grande part de responsabilité dans la gestion de leurs actifs.

En s'occupant des droits TV en interne, l'ACO a décidé d'engager comme conseiller la société Cotterill & Associates pour l'aider à les développer. Cotterill & Associates travailleront sous la direction de Fabrice Bourrigaud, Directeur Marketing et Communication de l'ACO.

Laura Cotterill, Directrice du C&A se dit ravie de cette perspective et déclare : « Travailler avec l'ACO et le label légendaire des 24 Heures du Mans est une grande opportunité. Nous attendons 2010 et les années à venir avec beaucoup d'impatience ».

En plus des 24 Heures du Mans, Cotterill & Associates travailleront aussi avec le « Le Mans Endurance Organisation » pour le marketing du Le Mans Series qui est en plein essor en Europe, et aussi avec l'ACO pour le développement de l'Asian Le Mans Series en 2010 avec deux nouvelles épreuves.

Pour plus de renseignements veuillez contacter :

Fabrice Bourrigaud @ ACO - (33) 2 43 40 24 02

Laura Cotterill @ Cotterill & Associates - (44) 1825 712 525

Patrick Peter @ Le Mans Series - (33) 1 42 59 73 40

DÉPARTEMENT COMMUNICATION

Email : presse@lemans.org

Circuit des "24 Heures"
72019 Le Mans Cedex 2
Tél : 02 43 40 24 02
Fax : 02 43 40 24 88
Internet : www.lemans.org

Siret : 775 652 316 00016 - Association sans but lucratif régie par la loi de 1901